

Introduction

Au moment où ce livre paraît, en mars 2006, le monde occidental est encore sous le charme de la légende de Sharon, de l'histoire du grand tournant qu'il a imposé à la politique israélienne, de l'occupation extensive vers les concessions et la modération. Depuis l'évacuation des colonies de la bande de Gaza, le discours dominant veut qu'Israël ait parcouru sa part du chemin et annoncé sa bonne volonté pour les prochaines étapes, et que ce soit maintenant aux Palestiniens de prouver qu'ils sont capables de vivre en paix avec ce voisin animé des meilleures intentions.

Comment est-il possible que Sharon, le dirigeant le plus brutal, le plus raciste, le plus manipulateur qu'Israël ait jamais connu, ait terminé sa carrière en héros de la paix ? La réponse développée dans ce livre est que Sharon n'a jamais changé. La naissance de ce mythe reflète la toute-puissance d'un système de propagande qui, pour paraphraser Chomsky, a atteint la perfection dans la fabrication de la conscience.

Ce livre retrace l'histoire de l'occupation israélienne de la Palestine depuis 2003. Selon une séquence fréquente au cours de cette longue occupation, la période s'est ouverte avec une nouvelle initiative de paix : la feuille de route. Les Palestiniens avaient accepté ce plan et annoncé un cessez-le-feu mais, tandis que les Occidentaux célébraient la nouvelle ère de paix, l'ar-

mée israélienne intensifia la politique d'assassinats « ciblés », continua de plus belle à harceler les Palestiniens des territoires occupés et déclara une guerre à tout va contre le Hamas, dont elle tua tous les principaux dirigeants politiques et militaires. Plus tard, alors que le monde occidental retenait de nouveau son souffle pendant l'année et demie précédant le désengagement de Gaza, Sharon allait mettre en œuvre un grand projet de nettoyage ethnique dans la partie de la Cisjordanie mitoyenne avec Israël. Son mur, qui est avant tout un instrument pour s'emparer des terres palestiniennes de cette zone, emprisonne des villes et des villages et prive leurs habitants de leurs moyens de subsistance. Si le projet est mené à son terme, ce sont quelque 400 000 Palestiniens qui devront partir pour chercher de quoi vivre dans les faubourgs des villes du centre de la Cisjordanie – comme c'est déjà arrivé à Kalkiliya.

Contrairement à l'opinion courante, ce n'est pas de son plein gré que Sharon a démantelé les colonies de Gaza. Ce livre démontre qu'il n'a concocté ce plan que pour gagner du temps, à un moment où la pression internationale était au plus haut après le sabotage par Israël de la feuille de route. Depuis lors et jusqu'au dernier moment, il a essayé par tous les moyens de ne pas mettre ses engagements à exécution, comme il l'avait fait pour tous ses engagements passés. Mais cette fois-ci, il y a été contraint par l'administration Bush : la pression américaine, si elle s'est exercée en coulisses, a néanmoins été massive, avec en particulier des sanctions militaires.

Aujourd'hui, Sharon est sorti de la scène politique, mais ce fait à lui seul n'implique aucun changement. Son héritage a mûri pendant plus de dix ans au sein de l'establishment militaire qui domine en réalité la politique israélienne. Ce rôle de l'armée n'est pas nouveau. Mon précédent livre, *Détruire la Palestine*,

*ou comment terminer la guerre de 1948*¹, décrivait ce rôle dans la démocratie israélienne. J'y montrais que l'escalade de septembre 2000 n'avait pas été une explosion spontanée de violence, mais la conséquence d'un plan soigneusement préparé par l'armée, qui avait gagné à l'époque un énorme pouvoir politique avec l'accession du chef d'état-major, Ehoud Barak, au poste de Premier ministre. Ce livre expliquait également que les accords d'Oslo, en 1993, n'étaient que la mise en œuvre du vieux plan travailliste (le plan Alon) selon lequel Israël garderait 40 % de la Cisjordanie, les Palestiniens ayant une autonomie relative dans ce qui resterait. Mais pour les militaires et les faucons du système politique israélien, c'était encore trop. Barak et Sharon exprimèrent dès le début leur opposition aux accords d'Oslo. Avec l'arrivée de Barak au pouvoir, la voie était ouverte à la destruction des accords et au retour à l'administration militaire directe des territoires. Sous Sharon, ce processus a été poussé à son terme.

L'armée est l'élément le plus stable et le plus dangereux de la politique israélienne. Comme l'a souligné un analyste israélien en 2001, « au cours des six dernières années, depuis octobre 1995, il y a eu cinq Premiers ministres et six ministres de la Défense, mais seulement deux chefs d'état-major² ». Les systèmes militaire et politique ont toujours été étroitement imbriqués, les généraux quittant souvent directement l'armée pour le gouvernement, mais l'influence politique de l'armée s'est encore renforcée sous Sharon. Il est souvent manifeste que les décisions sont prises par les militaires et non à l'échelon

1. Tanya Reinhart, *Détruire la Palestine, ou comment terminer la guerre de 1948*, La Fabrique, Paris, 2002.

2. Amir Oren, *Ha'aretz*, 19 octobre 2001.

politique. Les officiers supérieurs alimentent la presse en informations (dans les médias israéliens, ils occupent au moins la moitié de la place dévolue aux nouvelles), ils façonnent l'opinion des diplomates étrangers, ils se rendent en missions diplomatiques dans le monde, ils tracent des plans politiques pour le gouvernement et ils expriment leurs vues politiques à chaque occasion.

Contrastant avec la stabilité militaire, le système politique israélien est engagé dans un processus d'écroulement progressif. Dans un rapport de la Banque mondiale daté d'avril 2005, Israël, parmi les États occidentaux, est deuxième derrière l'Italie pour la corruption et au dernier rang pour la stabilité politique¹. Sharon, à titre personnel ou par l'intermédiaire de ses fils, a été mêlé à de graves affaires de pots-de-vin, qui n'ont jamais été portées devant un tribunal². Kadima, le nouveau parti fondé par Sharon, autorise son leader à balayer tout processus démocratique et à former la liste des candidats aux élections législatives sans l'avis du parti sous aucune forme.

Quant au parti travailliste, il est incapable d'offrir une alternative. Récemment, par deux fois il a présenté des « colombes » comme candidats au poste de Premier ministre – Amram Mitzna en 2003 et Amir Peretz en 2006. Tous deux ont été accueillis avec

enthousiasme, mais l'appareil du parti, leurs conseillers de campagne et leur autocensure les ont rapidement réduits au silence en leur assignant comme but de se situer « au centre de l'échiquier politique ». Si bien que très vite, leur programme ne se distinguait plus de celui de Sharon. Peretz a même déclaré que sur « l'étranger et la sécurité », il ferait la même chose que Sharon (avec du social en plus). Ainsi, ces candidats n'ont-ils fait que convaincre les électeurs israéliens que la voie de Sharon était la bonne. Au cours des dernières années, il n'a jamais existé d'opposition de gauche sérieuse au régime de Sharon et des généraux, puisqu'après chaque élection, les travaillistes rejoignaient le gouvernement, assurant ainsi le côté « colombes » dont les généraux ont besoin sur le plan international.

L'évolution récente consacre d'ailleurs la fin du système des partis. Dans une démocratie traditionnelle, les partis sont les intermédiaires qui permettent aux électeurs de s'exprimer, en choisissant des candidats et en définissant les programmes. Dans le nouveau parti Kadima, la règle fondatrice était que « Sharon [aurait] le droit exclusif de composer la liste des candidats du parti pour les élections à la Knesset et de choisir ses ministres¹ ».

Avec l'écroulement du système politique, l'armée reste le corps qui conçoit et exécute la politique israélienne. Les semaines écoulées depuis que Sharon a quitté la scène politique ont montré que l'armée était déterminée à respecter son héritage. Tel qu'il se dessine dans la période décrite dans ce livre, il est fondé sur la guerre permanente, non seulement avec les Palestiniens, mais avec ceux que l'armée considère

1. Ora Cohen, « Israel ranks among most corrupt in West », *Ha'aretz*, 8 avril 2005. Le rapport de la Banque mondiale est paru la veille dans *Business Data Israel*.

2. Le 28 mars 2004, le procureur général d'Israël a officiellement recommandé la mise en accusation de Sharon pour avoir accepté des centaines de milliers de dollars de pots-de-vin quand il était ministre des

Affaires étrangères, dans une histoire appelée « affaire de l'île grecque ».

Mais le 14 juin 2004, l'Attorney general a rejeté ces accusations, « ce qui a levé l'obstacle qui empêchait les travaillistes d'entrer au gouvernement ». (Joshua Brilliant, « Attorney general clears Sharon of bribery », *United Press International*, 15 juin 2004.)

1. Les statuts du parti ont été publiés le 23 novembre 2005 (Gil Hoffman, « "National responsibility" name of

PM's new party », *Jerusalem Post*, 23 novembre 2005).

L'héritage de Sharon

comme leur réseau de soutien, l'Iran aujourd'hui, la Syrie demain. Comme l'a dit Sharon, «Aujourd'hui, les gens ne vibrent plus à l'idée d'«un acre et encore un acre». Moi, cette idée m'excite toujours... La guerre d'indépendance n'est pas terminée. Peut-être durera-t-elle éternellement. Un peuple normal ne se pose pas de questions du genre "allons-nous toujours vivre avec l'épée?" L'épée fait partie de la vie¹.»

1. Interview avec Ari Shavit, supplément hebdomadaire de *Ha'aretz*, 13 avril 2001.